

**Projet de Participation Communautaire
pour
l'Amélioration de l'Environnement Urbain Dans
la Commune de Zouagha
Fès, Maroc**

Septembre 1996

Wilaya de Fès
Préfecture de Zouagha My Yacoub
Commune Urbaine de Zouagha

avec l'assistance technique de:

GreenCOM
Projet d'Education et Communication pour l'Environnement
U. S. Agency for International Development
Contrats PCE-5839-C-00-3068 et PCE-5839-Q-00-3069-00

et

EHP
Projet de Santé Environnementale
U.S. Agency for International Development
Contrat HRN-5994-C-00-3060-00

Cette publication a été préparée pour l'USAID/Maroc par le Projet d'Education et Communication pour l'Environnement (GreenCOM) et le Projet de Santé Environnementale (EHP). Les résultats, conclusions et recommandations dans ce rapport ne représentent pas nécessairement la position officielle de l'Agence des Etats Unis pour le Développement International.

Préparé par:

Ahmed Bouziane
en collaboration avec
Larbi Rharbi, Orlando Hernández et Mona Grieser

Les photos présentées dans ce rapport ont été prises par Richard Bossi et Mona Grieser.

Pour tout renseignement complémentaire veuillez contacter:

GreenCOM Projet
Academy for Educational Development
1255 23rd St. NW
Washington, DC 20037
USA

Tel: (1) (202) 884-8992
Fax: (1) (202) 884-8997
E-mail: greencom@aed.org

Le Projet Education et Communication pour l'Environnement (GreenCOM) est financé et géré conjointement par le Centre pour l'Environnement, le Centre pour le Développement des Ressources Humaines et l'Office pour la Défense de la Condition Féminine du Bureau des Programmes Globaux, Soutien aux Missions Détachées dans les Pays en Voie de Développement et Recherche de l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) et par les Bureaux Régionaux et les Missions de l'USAID dans chaque pays collaborateur.

Le Projet de Santé Environnementale (EHP) fournit l'assistance technique aux missions et bureaux de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID) ainsi que d'autres organisations de développement dans neuf domaines techniques: la lutte contre les maladies tropicales, l'eau et l'assainissement, les eaux usées, les déchets solides, la pollution atmosphérique, la santé et la sécurité sur les lieux du travail, l'hygiène alimentaire, les déchets toxiques et nuisible et les blessures. EHP fait partie de la réponse de l'Office de Santé et Nutrition des Programmes Globaux de l'USAID aux missions et aux bureaux pour résoudre de façon intégrale les problèmes de santé de nature environnementale.

REMERCIEMENTS

Cette étape du projet a été menée à bien grâce à la contribution de plusieurs institutions et personnes:

Autorités Locales

Mr. M'hamed Dreyf, Wali de la Wilaya de Fès
Mr. Mohamed Daoudi, Gouverneur de la Préfecture de Zouagha My Yacoub
Mr. Ahmed Wifak, Premier Khalifa du Gouverneur de la Préfecture de Zouagha My Yacoub

Elus

Mr. Mohamed Ameer, Député de la Ville de Fès
Le Conseil Municipal de Zouagha, en particulier Mr Driss Nidae

Cadres Techniques

Les Cadres Techniques de la Municipalité, en particulier MM. A. Kaâbi, Ingénieur Municipal et
M. A. Alami Chef du Service du Parc de la Commune de Zouagha

Membres des Amicales

Abdelatif Akaboune, Vice Président, Amicale Zouagha
Elahassan Mouhib, Président de l'Amicale du Quartier Mabrouka
Ahmed Adib, Président de l'Amicale de Zouagha Haut
Mohamed Bouchareb, Membre Amicale de Zouagha Bas
Mohamed Ben Dada, Président de l'Amicale de Zouagha Bas
Ghizlani Abdesslam, Membre du Bureau de l'Amicale Zouagha Haut

L'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID)

USAID/Rabat

Tahar Berrada, RHUDO

USAID/Washington

Kate Barba, GreenCOM, Responsable du Projet, C/ENV/ENR
John Borrazo, Conseiller en Santé Environnementale, G/PHN

Projet d'Education et Communication sur l'Environnement (GreenCOM)

Richard Bossi, Officiel du Programme

Projet Santé et Environnement

Fred Rosensweig, Responsable du Programme
Jeff Hughes, Consultant

L'atelier a été conçu et réalisé par Mona Grieser, Orlando Hernández, Jeff Hughes, Ahmed Bouziane et Larbi Rharbi.

Ont participé activement à la réalisation des enquêtes: Mmes. Khadija Hassala et Amina Dkhissi, MM. Ahmed Eladib, Abdellatif Kaâboun, Hamid Lafhal et Driss Nidae.

Les fiches techniques et financières des différentes actions prioritaires ont été préparées par M. Larbi Rharbi en collaboration avec M. Sefiane Benyahya.

Nous les remercions tous vivement ainsi que tous ceux, plus nombreux, qui ont participé de près ou de loin au travail de conception, de préparation et de lancement de ce projet.

Sommaire

Remerciements

Présentation	1
Objectifs du Projet	2
Eléments du Contexte	3
Les Raisons du Choix de la Zone du Projet	3
Présentation de la Zone du Projet	4
Des Signes d'Emergence d'une Société Civile	6
Le Problème des Ordures Ménagères à Zouagha	8
Méthodologie	10
Une Démarche Participative	10
Une Recherche Collective sur le Terrain	12
Description du Déroulement du Processus	13
La Première Etape : Jeter les Bases d'une Dynamique Participative	13
La Deuxième Etape : La Recherche sur le Terrain	16
La Troisième Etape : Analyse des Données et Elaboration du Plan d'Action	17
Les Résultats de la Recherche	19
Situation de la Collecte	19
Description du Problème	21
Analyse du Problème	26
Plan d'Action	35
Amélioration de la Gestion de la Collecte	36
Renforcement des Moyens de la Collecte	39
Amélioration du Comportement des Acteurs	41
Renforcement des Structures de la Société Civile	42
Suivi et Evaluation du Projet	43
Composition et Fonctionnement du Comité de Suivi	44
Critères d'Evaluation	44
Activité du comité de suivi	45
Eléments de l'Evolution de la Situation sur le Terrain Après les Ateliers	46
Zouagha Haut	46
Zouagha Bas	48

Annexes

Annexe 1 Programme de l'Atelier

Annexe 2 Liste de Participants

Annexe 3 Fiches de Projets a Financer à Zouagha Bas

Projet 1: Aménagement de la Zone de Transfert

Projet 2: Aménagement d'un Grand Terrain de Sport

Projet 3: Aménagement d'un Petit Terrain de Sport

Projet 4: Aménagement de la Foret

Projet 5: Aménagement d'un Espace-Jeux à l'interieur du Quartier

Projet 6: Achat de Deux Charrettes

Projet 7: Achat de Petit Mateiel et Habillement

Annexe 4 Fiches de Projets a Financer à Zouagha Haut

Projet 1: Aménagement d'un Grand Terrain de Sport

Projet 2: Aménagement d'un Espace Vert

Projet 3: Aménagement d'un Espace-Jeux à l'Interieur du Quartier

Projet 4: Aménagement des Emplacements des Points de Collecte

Projet 5: Achat de Trois Charrettes

Projet 6: Achat de Petit Mateiel et Habillement

Présentation

Ce document décrit le déroulement et les résultats obtenus lors d'un atelier participatif organisé dans la Commune de Zouagha, dans la Ville de Fès, en vue d'améliorer les services de collecte des déchets solides dans deux quartiers. L'atelier a réuni tous les intéressés pour analyser les problèmes qui se posent aux résidents de ces quartiers, et pour élaborer un plan d'action afin de les résoudre. Ce document établit tout d'abord le cadre du travail en identifiant les objectifs du projet et en justifiant le choix du site. Puis il décrit les phases de l'atelier et met l'accent en particulier sur les principes directeurs du travail de participation entrepris. Ensuite, il présente les principales conclusions d'une activité de recherche menée dans le cadre de l'atelier en vue de combler les vides de l'information identifiés. Il présente aussi le plan de travail élaboré au cours de l'atelier par les participants. Enfin, il conclut avec une description des premières activités exécutées dans les quelques mois qui ont suivi l'atelier.

Objectifs du Projet

Trois objectifs principaux sont visés à travers ce projet :

- , améliorer la collecte des ordures ménagères dans la zone concernée par le projet, contribuant, par là, à améliorer l'environnement urbain et la qualité de vie des habitants;
- , amorcer à cette occasion un processus de participation communautaire et de concertation à même d'amener les habitants et leurs organisations de base (amicales de quartier et autres associations) à prendre part à la résolution des problèmes de leurs quartiers ;
- , jeter les bases d'une communication positive et permanente et établir des habitudes de coopération et de travail en commun entre les différents acteurs publics et privés concernés par le développement urbain.

Il s'agit donc à la fois de la mise en oeuvre d'un mécanisme capable de mobiliser, dans le même mouvement, le plus harmonieusement et efficacement possible, l'ensemble des énergies potentielles publiques et privées dans l'affrontement des problèmes de la vie urbaine, et l'encouragement de la démocratie locale en impliquant les habitants et les organisations non gouvernementales en tant qu'acteurs à part entière dans la gestion urbaine.

Eléments du Contexte

Les Raisons du Choix de la Zone du Projet

Le projet pilote concerne deux quartiers situés au sein de la commune de Zouagha. Il s'agit du quartier qui correspond à l'arrondissement électoral 34 (découpage de 1992) à Zouagha haut et du quartier qui correspond à l'arrondissement électoral 32 (découpage de 1992).

Le choix de la ville de Fès et de la zone de Zouagha comme terrain d'action pour ce projet est motivé par plusieurs raisons relatives à la fois au contexte politique et au contexte administratif qui y prévalent, au degré de maturité et d'organisation de la société civile et aux conditions des extensions urbaines dans sa périphérie.

Pourquoi Fès?

Plusieurs facteurs justifient le choix de la ville de Fès pour ce projet :

- , c'est une ville où la participation de la population à la prise en charge de la gestion et du développement urbains est relativement avancée par rapport à d'autres villes;
- , le mouvement associatif y est enraciné et enregistre une percée significative au niveau des quartiers, percée qui se confirme depuis des années par la création de multiples amicales qui ont pour objectifs soit d'organiser et de superviser la participation de la population à l'équipement des quartiers "clandestins" comme c'est le cas à Montfleuri, soit de participer à la gestion des quartiers et à la recherche de solutions aux problèmes de la vie urbaine (sécurité, environnement...) comme c'est le cas de plusieurs autres quartiers;
- , c'est aussi une ville dont les responsables politiques qu'ils soient représentants du gouvernement ou élus, manifestent en général une ouverture sensible vis-à-vis du travail des organisations non gouvernementales et des initiatives participatives;
- , enfin, à côté de ces éléments qui constituent autant d'atouts pour la réussite d'un projet fondé sur la démarche participative, Fès est une cité où l'USAID opère déjà depuis plusieurs années et où elle a accumulé une expérience inestimable. Elle y a engagé plusieurs programmes d'action : les Programmes *Housing Guarant 003* et *004*, en collaboration avec l'A.N.H.I., le Programme d'Aménagement Foncier, le Programme d'Assistance Technique pour l'Amélioration de la gestion des services municipaux et, enfin, le Programme Villes Durables.

Pourquoi Zouagha?

Quant au choix de Zouagha comme zone du projet, deux raisons principales le dictent :

- , Une raison négative : l'ampleur du problème et l'urgence de s'y attaquer. Il s'agit d'une zone où la collecte des ordures ménagères est partielle, limitée et parfois irrégulière. De nombreux espaces, à l'intérieur même de l'espace résidentiel ou à proximité de lui, sont investis par les ordures ménagères et autres déchets solides, ce qui entraîne des nuisances multiples pour les habitants. Des nuisances d'hygiène mais aussi d'esthétique aggravées par l'absence d'équipements de loisirs et par les moyens limités des habitants, pauvres en majorité. Dans de telles conditions, les enfants n'ont le plus souvent pour espace de loisir qu'un espace public non aménagé et envahi par les ordures. Tel est le constat sommaire fait au départ. Un constat qui requiert une intervention d'urgence.
- , Une raison positive : les atouts favorisant la recherche et la mise en oeuvre de solutions durables aux problèmes de l'environnement urbain.

Zouagha, plus que d'autres quartiers, constitue un terrain favorable à la réussite d'un projet participatif. En effet, cette zone est dotée depuis 1995 de structures associatives ayant pour objectif de participer à l'amélioration de la vie quotidienne dans les quartiers.

Ces structures associatives constituent des formes intéressantes d'organisation de la société civile qui méritent d'être soutenues et renforcées. Elles présentent aussi un support non négligeable à un projet fondé sur la démarche participative.

De part ces éléments, la zone présente donc à priori des aspects d'exemplarité intéressants à exploiter dans le cadre de ce projet pilote qui pourrait s'étendre par la suite à d'autres zones dans la ville de Fès et à d'autres villes du pays.

Présentation de la Zone du Projet

Bref Rappel Historique : Une Zone d'Urbanisation Récente

Les principaux problèmes de développement urbain en général et d'environnement en particulier qui se posent à Zouagha aujourd'hui trouvent leurs racines dans l'histoire de cette zone nouvellement considérée comme partie intégrante de la ville de Fès. Un bref rappel historique nous permettra de mieux en comprendre la teneur et les fondements.

Au début des années 60, Zouagha était une zone pleinement agricole où il n'y avait pour habitat qu'un petit nombre de bâtiments éparpillés habités par des agriculteurs. A cette époque, elle ne comptait pas plus de 300 habitants. Ce n'est qu'au début des années 70 que les constructions en dur commencèrent à voir le

jour. Mais le mouvement de construction accéléré, en donnant naissance aux différents quartiers qui portent le nom de Zouagha aujourd'hui, ne s'amorça véritablement qu'à la fin des années 70. Une période marquée dans l'histoire de l'urbanisme à Fès par l'essor de la construction non réglementaire et par l'accélération de l'urbanisation hors-normes de la périphérie de la ville. Le recensement de 1982 a chiffré, à cette époque, la population habitant Zouagha à 13 629 habitants.

Il faut noter, néanmoins, que cette évolution ne s'est pas faite exactement de la même manière dans les deux zones. Tandis qu'à Zouagha Haut ce mouvement a entraîné la formation de plusieurs quartiers spontanés, à Zouagha Bas, malgré quelques noyaux de constructions, le caractère rural reste prédominant de nos jours.

Jusqu' en 1991, Zouagha était encore considérée administrativement comme une zone rurale. Elle dépendait de la commune rurale de Aïn Chkef. Ses liens physiques, économiques et culturels avec la ville de Fès n'étaient pas moins limités que les liens administratifs. La zone ne disposait d'aucun équipement d'infrastructure : ni assainissement, ni eau potable, ni voirie aménagée. La seule route qui reliait Zouagha au centre de la ville était en mauvais état et n'était pas éclairée.

Situation actuelle : un espace périurbain en pleine mutation

Aujourd'hui, Zouagha fait partie de la commune urbaine, qui sous le même nom regroupe plusieurs quartiers hétérogènes, qui s'étendent sur l'ensemble de la partie sud-ouest de la ville de Fès, de la route Aïn Chkef, au Sud, à Aïn Kadous et Hay Mriniyne, au Nord. Sa superficie est de 4 000 ha et le nombre de ses habitants, selon le dernier recensement général de la population (1994), est de 262 500.

Le changement administratif, survenu suite au dernier redécoupage du territoire de la province de Fès (1991) qui a donné à la zone le statut de zone urbaine, a hâté le mouvement de sa transformation et a ravivé l'aspiration de sa population à des équipements et des services ainsi qu'à une identité urbaine. De même, ce changement a ouvert de nouvelles perspectives en matière d'intervention des pouvoirs publics en vue de mieux maîtriser le développement, jusque-là spontané, de la ville sur sa périphérie.

Des quartiers "spontanés" en cours de restructuration

L'équipement de la zone de Zouagha en infrastructures de base (assainissement, voirie, eau courante...) et en équipements sociaux-collectifs est en cours de réalisation dans le cadre d'un programme de restructuration (conformément aux orientations urbanistiques du Schéma Directeur d'Aménagement Urbain et du Plan d'Aménagement qui visent à endiguer le développement des constructions clandestines) dont la charge a été confiée par l'État à deux de ses organismes opérant dans le domaine: L'ERAC (Établissement régional d'aménagement et de construction) pour Zouagha Haut et la SNEC (Société nationale d'équipement et de construction) pour Zouagha Bas.

Si ces opérations d'aménagement sont d'une grande importance et marqueront sans doute l'avenir de cette zone en quête d'urbanité, les marques du passé restent néanmoins apparentes.

Sur le plan physique, à Zouagha Haut notamment, la structure du tissu ne pourra pas être changée. Le plan de restructuration, dans un souci de préserver à la majorité des habitants actuels leur chance de rester sur place, ne prévoit pas de transformations importantes de la structure actuelle du tissu. Les rues seront équipées et bitumées mais garderont leurs dimensions actuelles, c'est-à-dire que la majorité d'entre elles resteront étroites et inaccessibles aux camions. Ce qui, comme on le verra, a un impact capital sur la collecte des ordures ménagères et détermine toute stratégie d'amélioration du système de collecte.

Sur les plans social et culturel, des traits de ruralité sont encore apparents dans la zone du projet, aussi bien à Zouagha Haut qu'à Zouagha Bas. Pour ne prendre qu'un indicateur, citons l'élevage du bétail pratiqué par plusieurs ménages qui cohabitent avec lui dans les mêmes constructions, une pratique encore courante notamment à Zouagha Bas.

Des Signes d'Emergence d'une Société Civile

En plus des antennes d'associations nationales agissant dans le quartier et des structures associatives dont le rayon d'action inclut Zouagha avec d'autres quartiers, il s'est créé deux associations (des amicales) dans les deux quartiers qui nous intéressent.

L'Amicale de Zouagha Haut

L'Amicale pour le Développement de Zouagha Haut" s'est constituée le 24 septembre 1995 après un travail préparatoire conduit par un comité constitué de 8 personnes toutes jeunes (moins de 35) dont six titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur, un avocat et un étudiant de doctorat. L'assemblée constitutive comptait 163 membres tous des hommes. Le bureau élu est composé de 19 membres, tous des hommes aussi. Il regroupe des jeunes et des moins jeunes et des sensibilités politiques différentes. Les démarches auprès des autorités pour avoir leur aval se sont confrontées à des résistances au départ mais ont fini par aboutir.

Les réunions du bureau, régulières pendant les mois qui suivirent la constitution (une fois par mois et lorsqu'il y a une tâche urgente qui nécessite une concertation), commencent à devenir moins régulières depuis l'été 1996. Jeunes licenciés des universités au chômage, les membres les plus actifs de l'amicale de Zouagha Haut sont constitués de cadres qui ont bénéficié d'une haute instruction et qui bénéficient d'un profond ancrage dans le quartier.

Quant aux moyens financiers de l'amicale, ils sont constitués essentiellement des cotisations de ses membres. Mais, elle a de temps en temps recours aux dons de ses sympathisants pour couvrir les

dépenses occasionnelles. Le local où elle tient ses réunions est une pièce (garage à l'origine) qui a été mise à sa disposition par l'un de ses sympathisants.

Membres d'une Amicale à Zougga et Leurs Familles

L'activité de l'Amicale de Zougga Haut a jusqu'à présent porté essentiellement sur la gestion des ordures ménagères. Elle a équipé le quartier de fûts (contenaires de stockage relais entre le foyer et le camion) qu'elle a acquis auprès d'un organisme public (Régie Autonome des Transports Urbains de Fès) avec l'aide du représentant du quartier au Conseil Municipal. Elle supervise l'activité de deux éboueurs qui effectuent le ramassage dans les parties du quartier inaccessibles au camion moyennant cinq dirhams mensuels payés par chaque ménage directement à l'éboueur. Les bons fournis aux ménages qui payent sont des bons de l'amicale. Elle a organisé plusieurs campagnes de nettoyage qui ont recueilli l'adhésion et suscité l'enthousiasme des habitants. L'amicale s'est occupée aussi de la plantation d'arbres aux alentours du quartier et de l'aménagement d'un terrain de football sur un espace utilisé auparavant comme décharge sauvage pour les ordures ménagères.

L'Amicale de Zougga Bas

Elle s'est constituée le 15 décembre 1995 lors d'une assemblée générale, tenue dans le quartier. 63 habitants, tous des hommes, y ont pris part. Le bureau élu est composé de 15 personnes dont la majorité sont jeunes (moins de 40 ans). Le président est un commerçant de produits alimentaires exerçant son

activité dans le quartier. Les démarches de constitution ont été entreprises de concert avec les autorités dont un agent (un mokaddam) a assisté à l'assemblée constitutive.

Plus que par le dynamisme d'une jeunesse instruite et aspirant à incarner les valeurs de solidarité et d'entraide qu'elle a expérimentées sur les bancs de l'école et de l'Université et sur les terrains de sport (Zouagha Haut), l'amicale de Zouagha Bas est portée par une structure sociale encore marquée par la tradition où des notabilités sociales et religieuses émergent et sont reconnues et où des formes de solidarité traditionnelles sont encore vivantes. En effet, Zouagha Bas est un quartier dont les habitants manifestent une propension assez forte à s'organiser et à participer à une prise en charge collective des problèmes de leur quartier. Cette propension s'est traduite par la disposition manifestée à contribuer à la prise en charge des frais d'aménagement d'une route reliant le quartier à la route menant au centre ville. Un projet qui n'a pu être réalisé à cause d'une mésentente entre les responsables municipaux (dont l'élu du quartier) et l'amicale.

Il faut noter que de manière plus générale, les conflits issus de la compétition électorale entre militants de différents partis ayant une audience dans le quartier, sont un réel problème qui guette l'amicale et qu'elle devra gérer de manière à affirmer réellement son indépendance et son ancrage dans le quartier pour préserver une représentativité et une crédibilité aux yeux des habitants.

Son activité principale jusqu'à maintenant est aussi la participation à la gestion des ordures ménagères. Elle a recruté, de concert avec les autorités locales un éboueur muni d'une charrette et d'un mulet qui effectue le ramassage dans une partie du quartier et qui est payé par les ménages à raison de 6 dirhams par mois chacun.

Le Problème des Ordures Ménagères à Zouagha

Dans le contexte de ces deux quartiers dont le tissu a pris forme spontanément en l'absence de toute planification urbaine et dont la majorité de la population garde encore une culture marquée par ses origines rurales, le problème des déchets solides se pose avec une grande acuité, compte tenu du niveau d'équipement de ces quartiers mais aussi des comportements des populations.

En effet, la nature du tissu des constructions et du terrain rendent les quartiers en grande partie inaccessibles aux camions, ce qui est un obstacle majeur à la collecte par les moyens ordinaires de la Municipalité. Par ailleurs, une partie non négligeable de la population, au lieu de payer un éboueur ou d'utiliser les circuits légaux de collecte, préfère jeter ses ordures dans les espaces publics.

Il faut signaler aussi que la Municipalité, qui théoriquement a en charge de collecter et de dégager les ordures ménagères, connaît des difficultés pour assurer de manière satisfaisante ce service par manque d'équipements, d'organisation et d'effectifs. Un manque de moyens humains et matériels qui s'est aggravé

particulièrement suite au partage de la ville en cinq communes urbaines. Il résulte de l'ensemble de ces facteurs qu'une partie importante des ordures ménagères n'est pas dégagée de ces deux quartiers.

Espace Public Utilisé Pour Jeter des Ordures Ménagères

Méthodologie

Une Démarche Participative

La démarche qui préside à la conduite de ce projet est novatrice car elle prend le contre-pied des démarches classiques qui dissocient le plan de la connaissance et le plan de l'action.

En effet, dans les démarches classiques qui ont prévalu pendant longtemps dans l'élaboration de projets d'intervention en milieu urbain, la connaissance et l'action sont envisagées comme des étapes qui se succèdent. On s'attelle en premier lieu à la production de la connaissance du problème et on passe ensuite à l'action. La première étape étant bien entendu un travail de professionnels qui mettent en oeuvre des procédés professionnels de production et d'analyses de données. La seconde étape, quant à elle, étant l'affaire des acteurs concernés qui appliquent ce que les professionnels ont jugé de leur point de vue, le plus souvent technique, comme la meilleure solution. Même lorsqu'on parle de participation, comme c'est le cas depuis quelques années, on la limite au recueil des propositions de la population concernée au sujet du problème visé. Le processus de construction de la connaissance reste un processus professionnel intact.

La démarche proposée par GreenCom et EHP fait prévaloir la participation en tant que procédé d'implication des concernés sur toute approche technique de bout en bout du travail.

Ainsi les acteurs intéressés par le problème, très divers en ce qui concerne notre projet (les représentants de la population et ses organisations de base, les représentants des pouvoirs publics, et les représentants de la Municipalité), sont tous associés aussi bien à la définition du problème, à la collecte des données sur le terrain et à leur analyse, qu'à l'élaboration d'un plan d'action. De cette façon, l'ensemble du processus est le fruit d'un travail collectif basé sur la concertation et l'échange, le rôle des spécialistes se limitant autant que possible à faciliter le déroulement de ce processus.

Le choix de cette démarche se fonde sur le principe que la réussite de tout projet d'intervention en milieu urbain qui vise à agir sur le comportement des hommes dépend en grande partie de leur adhésion et de leur implication aussi bien dans son élaboration que dans sa mise en oeuvre.

Dans un système qui évolue rapidement, comme c'est le cas à Fez, où le taux d'immigration est élevé et les aspirations sont grandes, un atelier participatif établit les procédures qui permettent l'adaptation à cette évolution. Il redéfinit à la fois le rôle de la Municipalité en tant qu'organisme prestataire de services et celui des citoyens en tant que nouveaux partenaires. Il admet que les parties concernées (autres que la Municipalité) peuvent contribuer à mieux définir les besoins. Cet atelier suppose aussi que les gens sont capables de structurer leur réalité et de s'organiser pour les tâches qu'ils doivent accomplir ensemble. Il suppose enfin que la prise de responsabilité dans les activités et les événements et la définition du contenu de ces actions sera une source d'énergie et d'innovation.

Le but de l'atelier a donc été de redéfinir, d'une part, les rôles et les relations entre les groupes concernés de la commune (la Municipalité, les techniciens, l'ensemble des habitants et des groupes de citoyens organisés). D'autre part, le but a été d'établir une structure consultative qui rendrait possible, avec un peu de chance, la collaboration qui survivrait aux quelques jours d'atelier. Structure qui faciliterait aussi la prise de décisions face aux changements du paysage physique et humain auxquels la modernisation, l'accroissement de la population et autres facteurs dynamisants ont contribué.

En rapportant une expérience partagée qui soulignerait les principes démocratiques, on est en droit d'espérer qu'un nouveau système de valeurs émergera de là. S'il n'existe aucun doute que ceux qui ont participé à l'atelier sont marqués par le processus, il reste à espérer que les systèmes mis en place (le groupe consultatif de citoyens et les représentants municipaux) survivront aux changements de personnel dans chacun des groupes participants. En effet, les hommes politiques changent ou ne sont pas ré-élus, les techniciens sont mutés et les citoyens vont d'une zone résidentielle à une autre selon le dicte leur bon désir. Grâce à cet atelier, il faut espérer que les liaisons établies transcendent les nécessités individuelles et affectent le système comme un tout. Ceci est conforme aux théories qui étudient le fonctionnement de "tous les éléments d'un système réunis dans un même lieu" (Marvin Weisbord, *Productive Workplaces*, 1987). Le but d'un atelier participatif est d'explorer les possibles zones d'accord entre gens d'intérêts et opinions divergentes et d'établir un programme consensuel. Cela rassemble au même moment et dans un même lieu toute personne qui porte un intérêt aux problèmes à traiter. En aidant les organisations et les communautés à se mettre d'accord sur leurs aspirations et leurs objectifs, cette procédure se projette vers le futur.

La dynamique de l'atelier participatif se base sur la connaissance actuelle concernant la façon d'apprendre des gens et sur celle du fonctionnement du cerveau humain. Biologiquement, le cerveau humain est conçu pour la survie à travers l'apprentissage actif et non passif (Jensen, *Brain Compatible Strategies*, 1977). L'apprentissage est beaucoup plus approprié quand il est destiné à ce que les gens perçoivent qu'ils doivent apprendre pour leur survie sociale, physique et économique. Ceci change le format de l'atelier traditionnel qui assène un contenu au lieu d'assurer un apprentissage catalytique.

Dans ce contexte, quelques simples principes de base sont nécessaires pour guider le processus, à savoir:

- éviter menaces;
- respecter le caractère unique des participants;
- susciter les émotions des participants;
- proposer des perspectives d'apprentissage actives et pertinentes et qui supposent des choix;
- proposer des occasions d'apprentissage complexes et copiées sur la vie;
- provoquer des réactions immédiates;
- employer des patrons d'apprentissage; et
- placer l'apprentissage dans un contexte significatif.

Une Recherche Collective sur le Terrain

L'un des aspects les plus fructueux de cette démarche est la participation des acteurs concernés à la recherche sur le terrain; aussi bien à la collecte des données qu'à leur analyse.

L'enquête menée sur le terrain dans les deux quartiers s'est adressée en premier lieu aux femmes, peu représentées généralement dans tout processus décisionnel. Elle a consisté à collecter des informations qualitatives et quantitatives sur les systèmes de collecte, sur les représentations et les pratiques des habitants ainsi que sur leurs propositions pour améliorer la collecte des ordures ménagères dans leurs quartiers.

L'instrument méthodologique privilégié dans le recueil des données est l'entretien collectif. Mais loin d'être une simple technique neutre de collecte de l'information, cet instrument permet d'intégrer pleinement l'enquête dans le processus participatif. En effet, l'entretien collectif, du fait même qu'il s'adresse à plusieurs personnes à la fois, et qu'il comporte des échanges de vues, parfois de véritables débats, a permis, en plus de l'information collectée, d'atteindre un objectif proprement participatif: impliquer les participants en tant que sujets dans le processus, de part leurs propositions, leurs engagements et l'expression de leurs motivations et de leurs souhaits, etc.

Les comptes-rendus établis de ces entretiens nous renseignent sur des faits concernant les pratiques des acteurs interviewés des ordures ménagères, sur leurs opinions et leurs représentations de ces pratiques, des pratiques des autres acteurs ainsi que sur d'autres faits et opinions. Mais le moment de l'entretien est aussi, pour les participants, un moment pendant lequel ils se livrent à un exercice auquel ils ne se sont souvent pas livrés auparavant, celui qui consiste à formuler en public dans un contexte plus ou moins officiel leurs points de vue et à les confronter à ceux d'autres acteurs. Ce qui avance sans doute leur propre connaissance du problème traité et surtout la conscience des failles que comporte cette connaissance ainsi que la relativité de leurs points de vue.

Ainsi les données nécessaires à la connaissance du problème et les acteurs auxquels il revient d'agir pour le résoudre sont mobilisés dans le même mouvement de manière indissociable dès le départ. La collecte des données s'accompagne d'une préparation du terrain pour l'action. Un processus dans lequel les enquêtés sont considérés non pas seulement comme sources d'information mais aussi comme sujets à part entière dans l'action envisagée.

Dans cette perspective, le processus de la recherche importe autant sinon plus que ses résultats. Ce qui est visé est moins la production de données parfaites du point de vue technique et professionnel que l'utilisation de la recherche comme support à une action de mobilisation et d'implication de l'ensemble des acteurs concernés. Ce qui constitue la condition principale de réussite d'un projet dont l'issue est évaluable en terme de changement de comportements humains.

Description du Déroulement du Processus

Le lancement du projet s'est fait en trois étapes : un premier atelier où ont été jetées les bases de la dynamique recherchée; puis une enquête sur le terrain qui a permis de recueillir les informations et les points de vue faisant défaut tout en consolidant la dynamique mise en place lors du premier atelier; et, enfin, un deuxième atelier où ont été analysés les résultats de l'enquête et où ont été arrêtés le plan d'action, les tâches qu'il revient à chaque acteur d'accomplir et les modalités de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre du projet.

Ces trois étapes font partie d'un même processus où a été déployée, comme nous l'avons vu ci-dessus dans la section Méthodologie, une démarche essentiellement participative qui consiste, d'une part, à produire une connaissance du problème et à concevoir les meilleures solutions possibles du point de vue technique, et d'autre part à faire en sorte que participent à la construction de cette connaissance et à la mise en oeuvre de ces solutions de la manière la plus intense, les acteurs concernés par le problème eux-mêmes. La recherche devient de ce fait l'occasion d'une prise de conscience de la complexité du problème et de la manière de laquelle il est vu et vécu de points de vues différents.

La Première Etape : Jeter les Bases d'une Dynamique Participative

La première étape (un atelier de 2 jours : 19-20 septembre 1996) a consisté à jeter les bases sur lesquelles va reposer l'édifice du projet par l'amorce d'une dynamique de participation et de travail en commun des différents acteurs.

Cet atelier a réuni autour de la même table des représentants de:

- , la Municipalité (élus et techniciens);
- , l'autorité locale ;
- , des amicales; et
- , des différentes institutions publiques concernées par les problèmes de l'environnement urbain (voir liste des participants dans l'annexe 2).

La préparation et la conduite de cet atelier ont été commandées par le souci de permettre à l'ensemble des acteurs de se connaître et d'échanger leurs points de vue dans une ambiance d'ouverture voire de convivialité. Échange et ouverture qui devaient se confirmer et être consolidés au fur et à mesure de l'avancement des travaux suscitant chez chacun le besoin et le désir de reconnaître le point de vue des autres dans la connaissance du problème traité et l'utilité, voire la nécessité de leur apport dans l'action à entreprendre pour le résoudre.

Diverses "techniques" ont été sollicitées pour répondre à ce souci, de l'organisation matérielle de l'atelier jusqu'à l'évaluation libre de ses travaux, en passant par l'orientation donnée à chacune des étapes de son déroulement.

Une organisation spatiale des travaux favorisant la dynamique participative

Le choix et la préparation du lieu de déroulement des travaux de l'atelier devaient répondre à l'objectif de neutraliser les hiérarchies qui structurent d'ordinaire les rapports entre les différentes catégories de participants.

Une table rectangulaire a été placée au milieu de la salle des réunions de la Municipalité. La disposition des participants autour de la table, suggérée discrètement par l'équipe des consultants, devait éviter que se reproduise dans la "mise en scène" spatiale du travail une quelconque hiérarchie qui entrave l'amorce d'une dynamique participative à laquelle chacun prendrait part sur le même pied d'égalité que les autres.

La manière de laquelle les présentations ont été faites à l'ouverture de l'atelier (chacun a été présenté par son voisin après lui avoir fourni les éléments d'information lui permettant de le faire) a, par ailleurs, confirmé l'esprit suggéré par la disposition spatiale des participants autour de la table en ouvrant la voie à la familiarisation des uns avec les autres et à la reconnaissance des uns par les autres. Ainsi, l'ouvrier a été présenté par le député, le responsable de la Municipalité par l'éboueur, etc.

L'intérêt de la démarche collective

Le "jeu du billet de banque" devait démontrer l'utilité et la nécessité d'une connaissance plurielle et plus profonde des objets traités, même ceux qui nous sont les plus familiers et qu'on croit, par conséquent, connaître le plus parfaitement.

Les participants ont été répartis en groupes de cinq personnes, ayant chacun à établir une liste exhaustive des signes qui figurent sur un billet de banque de 10 dh (le billet le plus utilisé dans les transactions quotidiennes).

Aucune des listes établies ne comportait correctement et exhaustivement l'information recherchée. Certaines listes oubliaient des éléments, d'autres en inventaient. Si le même travail avait été fait par chaque participant tout seul il aurait été de toute évidence plus imparfait. Les conclusions tirées collectivement de cet exercice sont :

- , qu'un objet aussi familier et à priori aussi connu pour chacun de nous qu'un billet de banque qu'on voit, qu'on touche et qu'on utilise chaque jour ne nous est connu, quand on y regarde de plus près, que partiellement et imparfaitement. D'où la nécessité de faire des recherches complémentaires et plus profondes ;

, que chacun de nous détient une partie de la connaissance, insuffisante à elle seule mais nécessaire et utile lorsqu'elle est associée aux connaissances, aussi partielles, des autres acteurs. C'est la mise en commun des contributions de tous qui nous donne la connaissance complète recherchée qui ne peut être que collective. On peut donc dire que la connaissance de chacun est utile et nécessaire mais en revanche personne ne dispose d'une connaissance qui puisse rendre inutiles celles des autres.

Jeu de rôles et ouverture sur les points de vue des autres

L'identification des points de vue non représentés dans l'atelier et la reconnaissance de la nécessité de les recueillir a été obtenue grâce à l'analyse des systèmes de collecte en petits groupes chacun la faisant à partir du point de vue de l'un des acteurs concernés par le problème.

Cinq groupes hétérogènes, quant à leur composition, ont ainsi été constitués. Ils avaient chacun à analyser les systèmes de collecte (en focalisant de manière approfondie sur un seul), à identifier leurs avantages et leurs inconvénients du point de vue d'un acteur particulier.

Le premier groupe devait faire cette analyse du point de vue des ménages, le deuxième du point de vue des élus, le troisième du point de vue des éboueurs, le quatrième du point de vue des techniciens et le cinquième du point de vue des représentants des autres administrations concernées par le problème.

Ainsi l'occasion a été donnée à l'élu de faire l'analyse des systèmes de collecte du point de vue de la ménagère, le chef de ménage du point de vue du technicien de la Municipalité, etc. Un jeu de rôles qui a permis à chacun de se mettre à la place des autres, d'interpréter leurs points de vue, leurs intérêts et de se rendre compte par là même de la relativité de sa propre vision et de son propre point de vue.

Un premier diagnostic a été établi à partir de cette analyse des systèmes de collecte, leurs défaillances ont été identifiées et des solutions ont commencé à être ébauchées pour en améliorer le fonctionnement.

La formule de travail en petits groupes de cinq à six personnes qui a été privilégiée pendant le premier jour a garanti à tous les acteurs présents la possibilité de participer dans des conditions favorables. Elle a permis de neutraliser l'effet inhibiteur des relations hiérarchiques qui existent dans d'autres contextes entre des acteurs de rangs sociaux ou administratifs inégaux. Des hauts responsables de la municipalité et de la préfecture ainsi que des cadres supérieurs des administrations ont travaillé côte à côte avec des chômeurs, des éboueurs et des ouvriers. La disposition spatiale des participants autour de la même table sur le même pied d'égalité, sans tenir compte d'aucun type de hiérarchie, a aidé à la réussite de cette approche.

La Deuxième Etape : La Recherche sur le Terrain

Les travaux du premier atelier se sont terminés par l'identification des informations et les points de vue faisant défaut dans celles-ci. Des équipes ont été constituées pour les rechercher sur le terrain. Ainsi quatre équipes ont été formées :

- , une première équipe chargée de recueillir le point de vue des ménages (notamment des femmes) et les données se rapportant à leurs pratiques et leurs représentations relatives aux ordures ménagères;
- , une deuxième équipe chargée de rechercher le (ou les) point de vue des autorités locales;
- , une troisième équipe chargée de recueillir le point de vue des éboueurs et les données concernant leur travail;
- , et enfin une quatrième équipe ayant pour tâche de compléter les données quantitatives en ce qui concerne à la fois les moyens et la gestion de la collecte.

Membres d'une Equipe de Travail Décident les Objectifs de la Recherche

La représentation du plus grand nombre d'acteurs présents aux ateliers a été respectée autant que possible dans la constitution de ces équipes dont le travail sur le terrain a été conduit par des spécialistes de la recherche participative.

Le travail de ces équipes sur le terrain a duré quatre jours (du 21 au 24 septembre 1996) et a été l'un des moments forts de cette activité.

Quant à l'organisation concrète du travail des équipes, notons que le groupe ayant la charge d'enquêter auprès des ménages s'est divisé en deux sous-groupes selon le sexe de ses membres. Les femmes ont enquêté auprès des femmes, les hommes auprès des hommes. Une division sans laquelle il aurait été impossible de s'informer correctement dans le contexte socioculturel des deux quartiers.

La population interviewée a été constituée en premier lieu de femmes (une trentaine de femmes au total ont été touchées par l'enquête), mais aussi d'hommes (une vingtaine ont participé aux interviews) d'éboueurs, (l'ensemble des éboueurs, contrôleurs, chauffeurs aussi bien ceux travaillant pour la commune que ceux supervisés par l'amicale) et des responsables du Ministère de l'Intérieur dans les deux quartiers (Chef de district, Caïds, Chioukh, Mokkadamine). On peut dire que l'enquête de terrain a concerné l'ensemble des acteurs importants dont le point de vue n'était pas (ou n'était pas assez) représenté lors du premier atelier.

La plupart de ces entretiens ont été conduits par un chercheur spécialisé. Mais plusieurs participants aux ateliers y ont pris part. Il s'agit des membres des deux amicales notamment (cinq personnes), des élus (trois personnes) et des représentants d'administrations publiques (trois personnes). Ces derniers ont participé aux entretiens soit à titre d'observateurs, soit à titre de rapporteurs ou, dans certains cas, à titre d'interviewer.

Il faut signaler cependant que quatre jours d'enquête n'ont pas suffi à recueillir une information suffisante sur l'ensemble des aspects du problème. C'est pourquoi, certaines informations, (les informations quantitatives concernant la répartition des ménages selon les systèmes utilisés par exemple) n'ont pu être produites qu'à propos de Zouagha Haut.

La Troisième Etape : Analyse des Données et Elaboration du Plan d'Action

Le deuxième atelier qui a clos les activités de lancement du projet et qui en a constitué la troisième étape a duré, comme le premier atelier, deux jours. Les acteurs, à ce stade, étaient pleinement impliqués dans le processus. Cela pouvait être observé à partir de leurs prises de parole en séance plénière, de leurs attitudes les uns vis-à-vis des autres, etc.

Le travail de ce deuxième atelier a commencé par la présentation des données recueillies et leur analyse collectivement avant de passer à l'élaboration du plan d'action, du calendrier de son exécution, à la définition des engagements de chaque acteur sur des actions concrètes et à la définition des critères et des modalités de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre de ce plan d'action.

En conclusion, quelques prémisses de changement dans le comportement des acteurs et dans leurs représentations sont à relever. En effet, lors des contacts préparatoires, chacun des acteurs principaux, élus municipaux, techniciens, agents d'autorité, dirigeants des amicales avait un point de vue arrêté, disait tout savoir, affirmait avoir un diagnostic achevé et niait le besoin d'une étude complémentaire. Au cours des différents moments des activités de lancement du projet, il était intéressant d'observer la remise en cause, effectuée par chacun des acteurs, de ses a priori et de ses vérités acquises; le mouvement d'ouverture aux autres points de vue s'opérant petit à petit dans l'esprit de chacun.

Ainsi, s'il n'est pas possible de conclure à un changement véritable des comportements et des représentations qui les fondent (les représentations et les comportements humains étant très lents à changer), on peut néanmoins affirmer que ce changement est amorcé. Il reste maintenant à l'entretenir et à le développer.

Le programme des ateliers se trouve dans l'annexe 1.

Les Résultats de la Recherche

Les résultats du travail de recherche sur lequel s'est basée l'élaboration du plan d'action sont présentés ci-dessous en trois temps :

un état des lieux de la collecte est brossé dans un premier temps. Il comporte la présentation des systèmes de collecte ;

ensuite, le problème des ordures ménagères et de l'environnement urbain dans les deux quartiers concernés est décrit des points de vue quantitatif et qualitatif;

enfin une analyse est effectuée pour cerner le pourquoi du problème afin de mettre en perspective la recherche de ses solutions .

Situation de la Collecte

La collecte des ordures ménagères s'effectue à Zouagha Haut et à Zouagha Bas par plusieurs systèmes qui se chevauchent et dont les acteurs principaux sont la Municipalité et les Amicales de quartier.

Zouagha Haut

Les ordures des ménages habitant à Zouagha Haut sont dégagées par l'intermédiaire de quatre systèmes principaux de collecte, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau No. 1: Les systèmes de collecte à Zouagha Haut

Systèmes de collecte	% ménages concernés
Ménage --> benne tasseuse (B.T.) --> décharge	6,3 %
Ménage --> fûts --> B.T --> décharge	7,6%
Ménage -> ouvriers s. amicale -> fûts -> B.T. --> décharge	43,6%
Ménage --> Points noirs et autres	42,5%

Une partie des ménages, la plus importante quantitativement (43,6 %), est celle qui est servie à la fois par le système municipal et par le système mis en place par l'amicale. Ce dernier consiste à collecter les ordures des ménages habitant dans des endroits inaccessibles au camion et à les disposer dans des

fûts sur les points de passage de celui-ci. Une fois les ordures dans les fûts, elles sont prises en charge par le système municipal. Les éboueurs de la Municipalité les vident dans le camion municipal (benne tasseuse) pour les transporter à la décharge publique. Une deuxième partie des ménages beaucoup moins importante (7,6 %) préfère se passer des services des éboueurs supervisés par l'amicale et amener ses ordures par ses propres moyens dans les mêmes fûts situés sur les points de passage du camion. Il s'agit, en général de ménages habitant à une courte distance des points où sont situés les fûts. Une troisième partie des ménages dont le nombre est limité aussi, est servie par le système municipal. La collecte pour cette catégorie de ménages se fait comme le ramassage pratiqué généralement dans les villes marocaines : les ordures ménagères sont disposées sur le passage du camion, à une heure déterminée ou lorsque ce dernier klaxonne pour les ramasser et les transporter à la décharge. Il s'agit des ménages dont les logements sont situés directement sur les voies de passage du camion, c'est-à-dire uniquement les habitants de trois voies : l'une longeant les côtés sud et ouest du quartier, les deux autres le traversant de l'ouest vers l'est.

La quatrième catégorie de ménages, non moins importante que la première, puisqu'elle représente 42,5 %, n'est pas concernée par l'ensemble de ces trois systèmes. On peut émettre l'hypothèse que celle-ci se débarrasse de ses ordures frauduleusement dans des points noirs. Une hypothèse qui semble être confirmée par le nombre de points noirs qui se trouvent dans le quartier. Cependant, la recherche effectuée sur le terrain, limitée par le temps et par les moyens qui lui étaient impartis, n'a pas permis de la confirmer par une identification précise des ménages qui jettent leurs ordures dans les espaces publics. Une identification très difficile à faire par ailleurs, compte tenu du fait que jeter ses ordures dans des espaces qui ne leur sont pas destinés est un acte que l'on commet, comme tout acte interdit (aussi bien légalement que socialement), dans la discrétion et auquel on garantit autant que l'on peut les conditions de l'anonymat.

Zouagha Bas

A Zouagha Bas, la collecte des ordures ménagères se fait à l'aide de trois systèmes de collecte d'importance inégale.

- , Le premier système consiste, pour chaque ménage, à donner ses ordures à un éboueur privé muni d'une carrosse tirée par un cheval et travaillant sous contrat avec la Commune. Celui-ci les amène dans un conteneur de grande taille disposé à proximité du quartier sur la seule piste permettant l'accès des véhicules au quartier. Le conteneur est dégagé vers la décharge deux à trois fois par semaine par un camion "ampli roll" de la Commune. Ce système, même s'il fait intervenir un acteur privé (un entrepreneur) auprès de qui la Municipalité loue les services d'un ouvrier et d'une bête, est pris en charge financièrement dans sa totalité par la Municipalité.
- , Le deuxième système consiste pour les ménages concernés à donner leurs ordures à un éboueur privé supervisé par l'amicale avec l'aval des autorités publiques (le Caïd) qui fait le ramassage porte à porte pour amener les ordures dans le même conteneur mis à la disposition du quartier par la

Commune urbaine. L'éboueur est payé directement par les ménages à raison de 6 dirhams mensuels pour chaque ménage.

- , Le troisième système est celui qui conduit les ordures du foyer soit directement à des points noirs que l'on rencontre à l'intérieur du tissu, soit à la décharge sauvage. Celle-ci s'est constituée entre la piste située le long de l'oued Fès qui relie le quartier à la rocade.

Débordement d'un Conteneur Laissé Plein Pendant Plusieurs Jours

Description du Problème

Les systèmes de collecte décrits ci-dessus, comme le montrent les statistiques, ne permettent de dégager qu'une partie des ordures produites par les deux quartiers. Une autre partie reste donc sur place générant plusieurs types de problèmes qui touchent les hommes et leur environnement.

Voyons comment ces problèmes se présentent, successivement d'un point de vue quantitatif et d'un point de vue qualitatif.

D'un point de vue quantitatif

Taux de couverture de la collecte dans la commune

Pour situer les données concernant la zone du projet (les deux quartiers) au sein du contexte de l'ensemble de la commune qui est l'échelle à laquelle fonctionne la collecte municipale (moyens et gestion), le tableau suivant révèle l'évolution du taux de couverture de la collecte à l'échelle de la commune de Zouagha dans son ensemble :

Tableau No. 2: Caractéristiques démographiques et couverture de la collecte des déchets solides dans la Commune de Zouagha

	1994	1996
Population	262,429	273,000
Nombre de ménages	46,042	47,894
Taille moyenne des ménages	5,7	5,7
Production journalière OM (Tonnes)	197	205
Capacité de collecte	131 t	160 t
Taux de couverture	60 %	78 %

L'amélioration que l'on observe dans la capacité de collecte (de 131 à 160 tonnes) et dans le taux de couverture entre 1994 et 1996 est due sans doute au renforcement des moyens de la collecte par l'acquisition au début de cette année de nouveaux camions (notamment des bennes tasseuses) grâce à un crédit octroyé par le Fond d'Équipement Communal à la Municipalité de Zouagha.

Taux de couverture de la collecte dans la zone du projet

Le taux de couverture de la collecte dans la zone du projet comme le montre le tableau ci-dessous se limite à environ 60 à 70 % des ordures produites, ce qui signifie qu'environ 30% restent dans le quartier.

Tableau No. 3: Caractéristiques démographiques et couverture de la zone du projet par la collecte *

	Zouagha Haut	Zouagha Bas
Population (estimation 1996)	5450	6850
Nombre de ménages	1160	1181
Taille moyenne des ménages	4,7	5,8
Production journalière des ordures ménagères (estimation en tonnes)	4,03	4,94
Capacité de collecte (estimation en tonnes)	2,8	3,73
Taux de couverture	70 %	75 %

**Ces chiffres ont été obtenus en recoupant les données concernant l'ensemble de la ville de Fès produites par des études précédentes (notamment l'étude de Sandra Quanterrau-Levine pour le compte de la Banque mondiale) et les estimations quantitatives que nous a permis de faire l'enquête que nous avons menée.*

La situation exprimée abstraitement par ces chiffres se traduit concrètement au sein des deux quartiers à travers plusieurs aspects qualitatifs.

D'un point de vue qualitatif

Points noirs et décharges sauvages

Des tas d'ordures amassés ça et là peuvent être observés dans les deux quartiers et à leurs alentours formant des points noirs dont le volume varie selon leur situation par rapport au tissu et selon la nature des occupants des habitations avoisinantes.

A Zouagha Haut comme à Zouagha Bas, plusieurs points noirs ont été recensés (plus de huit lors de notre passage). La majorité d'entre eux se situe à l'intérieur du tissu, sur des parcelles de terrain non encore construites ou dont la construction est restée inachevée. Cachées en général entre les constructions, ces parcelles constituent des lieux idéaux pour le "dumping" car elles garantissent l'anonymat aux personnes qui ont recours à cette pratique.

Mais les points noirs les plus importants, quant au volume des ordures qui y sont déversées et quant à leur superficie, se situent en général à l'extérieur du tissu. Il s'agit, à Zouagha Bas, du terrain vague qui

longe l'oued Fès et la route liant le quartier à la rocade. Ce terrain est devenu une véritable décharge sauvage où viennent jeter leurs ordures non seulement une partie des ménages du quartier mais aussi les ramasseurs de certains quartiers avoisinants. A proximité de ce terrain, est placé actuellement le grand conteneur qui sert de collecteur des ordures de l'ensemble du quartier.

"Des points de transfert" se transformant en "point noirs"

Sur les lieux où sont disposés les conteneurs (et les fûts) pour servir de points de transfert des ordures dégagées de l'intérieur du tissu se constituent aussi des points noirs.

Ainsi, à Zouagha Bas, le conteneur disposé pour recueillir les ordures du quartier avant qu'elles ne soient transportées vers la décharge publique est parfois laissé plein pendant plusieurs jours. Le spectacle des moutons, voire des enfants, fouillant dedans et dispersant les ordures à ses alentours est un spectacle désolant auquel on assiste souvent.

A Zouagha Haut, les conteneurs, de petite taille, ne sont vidés qu'une fois par jour (au milieu de la matinée en général) à un moment où les éboueurs travaillant sous la tutelle de l'amicale n'ont pas encore achevé d'y amener l'ensemble des ordures qu'ils ont à ramasser. Toutes les ordures qu'ils y apportent après le passage du camion y passent le reste de la journée et toute la nuit. Ces conteneurs et leur espace limitrophe deviennent donc un lieu idéal pour le regroupement des animaux.

Des espaces publics sales

Mais la présence des ordures ne se limite pas aux espaces dits "points noirs" et aux points de transfert. Le sol des deux quartiers est jonché un peu partout de débris. Des débris issus de l'une ou l'autre des différentes opérations de collecte faites, en général, sans grand souci de perspicacité ou jetées directement par les usagers du quartier.

Vécu des habitants face aux problèmes des ordures

Cette situation de collecte partielle des ordures est vécue par les résidents des deux quartiers concernés comme un problème à plus d'un titre.

Un problème esthétique : la saleté

La perception de la saleté se présente chez les interviewés de deux manières : soit elle se rapporte au quartier soit elle se rapporte aux espaces limitrophes au logement.

La majorité des interviewés perçoivent la saleté comme un problème se situant au niveau du quartier dans sa globalité. Le quartier est perçu comme sale par comparaison avec d'autres quartiers perçus comme propres ou moins sales. La saleté est associée ici à une image négative du quartier. Ce sont

les femmes et les jeunes surtout, plus sensibles à l'image de leur quartier qui évoquent son aspect sale en comparaison avec d'autres quartiers. Celui de la RADEEF, un lotissement construit par la Régie d'électricité et habité par une population de niveau socio-économique moyen, revient le plus souvent comme modèle pour cette comparaison. Mais on compare aussi avec la ville (les quartiers constituant le centre de la ville nouvelle : ancienne ville européenne).

Le problème de la saleté est évoqué avec plus d'intensité, à propos des espaces limitrophes du logement par les résidents habitant à proximité de "points noirs" ou à proximité des points de transfert. On parle de dégoût, d'agression à l'oeil comme le fait cette interviewée de manière virulente :

"cela me donne la nausée de passer devant des tas d'ordures chaque jour. Des fois j'ai envie de fermer les yeux pour ne pas garder l'image de ces déchets dans ma mémoire en rentrant chez moi".(Zouagha Haut)

Le procédé de la comparaison revient ici aussi mais entre l'espace intérieur au logement et l'espace extérieur, entre l'espace privé et l'espace public. Une comparaison à travers laquelle on cherche à mettre en évidence les problèmes que la saleté de l'espace limitrophe pose dans l'éducation des enfants :

"même si tu est très propre chez toi, dès que tu pointe le nez dehors, c'est la saleté. Comment, dans un contexte pareil, peux-tu apprendre à tes enfants à être propres? En plus l'hiver, quand il pleut, il y a la boue dans laquelle nous sommes obligés de patauger pour nous déplacer" (Zouagha Haut)

La représentation du problème des ordures ménagères comme problème esthétique atteint une dimension culminante à Zouagha Bas où des excréments humains sont parfois mêlés aux ordures ménagères. En effet, en l'absence d'infrastructures d'assainissement, certains ménages mettent dans leurs poubelles, à côté des déchets qu'on y trouve "normalement", leurs excréments. D'autres ménages les jettent en plein air dans des points noirs. Ce qui pousse la représentation de la saleté à un point culminant :

"Quand nos enfants doivent marcher dans leurs excréments à quelques pas seulement de leur logement, qu'est ce qui nous différencie des bêtes ? !" (femme, Zouagha Bas)

Un problème hygiénique : les maladies

Outre la saleté, les ménages se plaignent des nuisances hygiéniques générées par les ordures non collectées. C'est pendant la saison estivale que le problème se pose avec le plus d'acuité. Les mouches se multiplient et traînent les microbes des poubelles vers les maisons pour les déposer sur la nourriture ou sur les visages des enfants. Les moustiques se multiplient aussi et constituent un véritable fléau

surtout pour les enfants. Des odeurs nauséabondes se dégagent de-ci de-là et rendent l'air désagréable à respirer.

Les problèmes hygiéniques posés par les ordures sont évoqués essentiellement à travers leurs effets sur la vie à l'intérieur du foyer. On parle des mouches qui salissent la nourriture, des moustiques qui envahissent la maison pendant la nuit et qui empêchent de dormir. On parle des problèmes des yeux chez les enfants à cause des odeurs (mais aussi des mouches)... Plusieurs ménages habitant des bâtiments donnant sur des espaces utilisés pour jeter illégalement les ordures affirment que leurs fenêtres donnant sur ces espaces sont condamnées à rester fermes pendant tout l'été pour éviter d'être envahi par les insectes.

Mais ces problèmes sont évoqués aussi associés à l'absence d'équipements socio-éducatifs et de loisirs. En l'absence de ces équipements, les enfants, pour jouer, utilisent les espaces publics tels qu'ils sont, c'est-à-dire sales et parsemés d'ordures. Ce qui les expose à des problèmes de santé dont leurs yeux souffrent le plus.

Analyse du Problème

Pourquoi y a-t-il des ordures qui restent dans les espaces publics des deux quartiers?

Les données et les points de vues recueillis lors des ateliers et lors de l'enquête sur le terrain ont permis d'identifier deux causes principales. Des systèmes de collecte défaillants et des comportements inadéquats chez les différents acteurs concernés par la collecte des ordures ménagères, notamment les ménages.

Des systèmes de collecte défaillants

La nature du tissu des constructions dans les deux quartiers de Zouagha Haut et de Zouagha Bas (construits, à l'origine, clandestinement sans considération des normes d'équipement, notamment de voirie) dont une partie importante est inaccessible aux camions. Le terrain accidenté et le nombre limité de voies aménagées (uniquement quatre à Zouagha Haut et aucune à Zouagha Bas) font que les moyens utilisés ordinairement par les municipalités dans d'autres quartiers (Benne tasseuse ou autres camions faisant le ramassage au porte à porte) sont inutilisables dans une bonne partie de Zouagha. Seule une petite partie de Zouagha Haut est servie par la benne tasseuse directement. Dans le reste de ce quartier et dans l'ensemble de Zouagha Bas, il est nécessaire de procéder à un pré-ramassage pour les habitations de l'intérieur du tissu inaccessibles au camion. Ce pré-ramassage est pris en charge par les habitants à Zouagha Haut et dans la majeure partie de Zouagha Bas.

La collecte des ordures dans les deux quartiers est donc prise en charge par deux acteurs principaux: la commune urbaine d'une part, et les habitants et les amicales qui les représentent, d'autre part. Etant donné que les problèmes qui font que ces systèmes ne fonctionnent pas efficacement se rapportent soit

à la nature des moyens utilisés soit au mode de gestion, on distinguera dans les problèmes ceux qui se rapportent au travail de la Commune et ceux qui se rapportent au travail des amicales.

On utilisera ici aussi la notion de système et on parlera donc de défaillances du "système municipal de collecte" pour désigner les dysfonctionnements, les limites ou les problèmes qui entravent les opérations qui reviennent à la commune même si celles-ci ne couvrent pas l'ensemble de la chaîne par laquelle passent les ordures du ménage à la décharge publique. De même qu'on parlera de défaillances du "système de collecte supervisé par l'amicale" pour désigner les problèmes qui se posent et que posent les opérations de collecte prises en charge par les habitants (directement et/ou par l'intermédiaire des amicales).

Le système municipal

Les problèmes qui handicapent le système municipal de collecte sont de deux ordres : ceux relatifs aux moyens et ceux liés à la gestion.

, Insuffisance et/ou inadéquation des moyens de la collecte

Les moyens humains et matériels dont dispose la municipalité pour effectuer la collecte sur l'ensemble de son territoire et dans chacun des deux quartiers qui constituent la zone du projet sont comme suit

Tableau No. 4: Les moyens matériels de la collecte

	Commune de Zouagha	Zouagha Haut	Zouagha Bas
Bennes tasseuses (dont 4 neuves)	6	1	-
Camions benne (TP)	7	-	-
Pick-ups	3	-	-
Camions ampliroll	2	-	1
Caissons de 16 m ³	10	-	1
Caissons de 8m ³ (Pas encore opérationnels)	22	-	
Charrettes avec mulets	25	-	1
Les fûts (contenaires de contenance limitée)		19	-

Le problème principal posé par le matériel utilisé par la Commune pour le ramassage des ordures ménagères dans la zone du projet est qu'il est inadapté à la nature du terrain. La benne tasseuse, un véhicule très coûteux, ne collecte directement que les ordures de 6,3 % des ménages de Zouagha Haut. Le reste des ordures ne lui deviennent accessibles que grâce à un pré-ramassage à la charge des habitants eux-mêmes. A Zouagha Bas, il suffit qu'il pleuve abondamment pour que le conteneur ne soit pas vidé et que les ordures soient versées à côté pendant plusieurs jours.

Tableau No. 5: Les moyens humains de la collecte

	Commune de Zouagha	Zouagha Haut	Zouagha Bas
Ouvriers (dont 14 de la Promotion du Travail)	60	5	1
Chauffeurs	17	1	1
Gardiens	4		
Contrôleurs	5	1	1
Techniciens	2		
Agents administratifs	2		

Les problèmes que posent les moyens humains de la collecte sont de plusieurs sortes.

Le premier problème soulevé par les éboueurs est l'insuffisance du nombre d'ouvriers affectés au ramassage. En principe, la benne tasseuse qui effectue la collecte à Zouagha Haut doit être accompagnée de cinq ramasseurs, d'un chauffeur et d'un contrôleur. Mais, il y a rarement cinq ramasseurs dessus. L'un des cinq ouvriers n'est pas payé par la commune. Il est là bénévolement dans l'espoir de bénéficier de la priorité s'il y a un recrutement. Ce sont les ouvriers qui par un système de solidarité lui garantissent quelques centaines de dirhams (200 à 300 dh en général) de leur maigre paye. S'il s'absente, la commune n'a pas de pouvoir sur lui. L'absentéisme est fréquent pour d'autres raisons aussi; à cause de la maladie en particulier. Selon les éboueurs il y a trois à quatre ramasseurs, en moyenne, sur le camion pour faire le travail de cinq personnes. Ce qui se répercute notamment sur les horaires de passage et sur la qualité du ramassage.

Le deuxième problème est celui du manque de motivation chez les travailleurs. Le salaire mensuel moyen est de 1300 dh par mois, c'est-à-dire moins que le SMIG et un ouvrier de la Promotion du

Travail non payé par la commune est à la charge des autres ouvriers, ce qui constitue une limite supplémentaire de leur salaire.

Leurs conditions de travail aussi sont difficiles et ne peuvent pas être une source de motivation. Le transport du domicile au lieu de travail très tôt le matin est à la charge des ouvriers qui habitent en général très loin. En cas de maladie, la prise en charge médicale ne concerne qu'une partie infime des frais qui ne sont remboursés que partiellement, après une longue attente en général.

, Gestion défectueuse

La gestion de la collecte relève du service du parc municipal à la tête duquel il y a un ingénieur, responsable de la gestion du matériel dont dispose la Commune ainsi que de la gestion de la collecte des ordures ménagères. La direction opératoire du service revient au chef de service de nettoyage qui est secondé dans cette fonction par un contrôleur qui fait office de chef de service adjoint.

La gestion de la collecte dans l'ensemble de la commune, et dans les deux quartiers concernés par le projet en particulier, semble défectueuse à plusieurs égards: les ressources humaines d'une part ainsi que le matériel et enfin l'organisation de la collecte dans son ensemble.

Au niveau matériel, le parc municipal qui regroupe l'ensemble du matériel utilisé par la municipalité souffre de plusieurs problèmes liés au manque de rationalité dans son utilisation et à son manque d'entretien du matériel qu'il regroupe, à cause notamment de l'absence d'une fosse pour réparer les véhicules.

Au niveau humain, le personnel affecté au service de nettoyage reste insuffisant par rapport aux besoins. Cette insuffisance n'est pas imputable exclusivement au manque de personnel. Elle est due en partie au fait que le personnel recruté à l'origine pour servir dans la collecte n'est pas affecté dans sa totalité à cette tâche. Plusieurs personnes relèvent, dans les documents de la commune, du service de nettoyage et travaillent, en réalité, dans d'autres services.

Quant à l'organisation de la collecte, on retient qu'il n'y a pas d'itinéraire fixe pour les camions comme il n'y a pas d'horaire de passage précis qui fixerait le ramassage dans tel quartier à telle heure dans tel autre à telle heure, etc.

Le système supervisé par l'amicale

, Paiement du service de collecte et audience de l'amicale

La partie du travail de collecte supervisée par l'amicale repose sur le paiement par les ménages d'une somme mensuelle de 5 ou 6 dh chacun. Or le nombre des ménages qui payent fluctue. Il peut atteindre,

comme cela a été le cas à Zouagha Haut en Août 96, plus de 350 ménages comme il peut baisser jusqu'à moins de 200.

En fait, le problème du paiement (nombre limité de ménages qui payent et fluctuation de ce nombre) en cache un autre, celui de l'audience effective de l'amicale, notamment auprès des premiers concernés par les ordures ménagères au sein des ménages, c'est-à-dire les femmes. En effet, l'audience de l'amicale parmi les femmes est limitée. L'enquête que nous avons menée sur le terrain a montré que les femmes sont absentes de tout le processus organisationnel qui a conduit à la création des deux amicales et que les instances de celles-ci ne comptent en leur sein aucune femme.

L'amicale est donc une affaire d'hommes. Les structures sociales traditionnelles qui prévalent encore dans les deux quartiers sont l'argument principal que mettent en avant les membres de l'amicale pour justifier cette limitation majeure de leur audience.

Les femmes, quant à elles, manifestent un désir et un besoin vifs de s'organiser et de prendre part à la recherche et à la mise en oeuvre de solutions aux problèmes de la vie quotidienne dans leurs quartiers et notamment à celui des ordures ménagères.

Mais pour répondre à ce désir et à ce besoin, il faut trouver les formes d'organisation appropriées, car il est inimaginable dans l'état actuel des choses que les femmes puissent adhérer au même titre que les hommes aux mêmes structures organisationnelles au sein desquelles elles prendraient part aux différentes activités aux côtés des hommes.

, Effectifs limités et mauvaises conditions de travail

Un autre problème lié à celui du paiement est celui de l'insuffisance du nombre d'ouvriers. A Zouagha Haut, ils sont deux pour effectuer le ramassage dans l'ensemble des parties du quartier inaccessibles au camion. Or, même si tous les ménages concernés payaient, deux ouvriers ne suffiraient pas à ramener toutes les ordures dans les fûts.

Les conditions de travail des deux ouvriers existants, leur paye qui est de 750 dh¹ par mois (soit environ la moitié du SMIG), l'instabilité de leur emploi dépendant de la disposition des habitants à payer sont autant d'éléments qui font que ceux-ci manquent de motivation aussi.

¹ La paye de ces ouvriers est constituée par ce qu'ils perçoivent auprès des ménages (cinq dh chacun), approximativement 750 dh. Le surplus est rendu à l'amicale. En fait il est rare qu'il y ait surplus. Selon les membres de l'amicale, ils sont plus souvent tenus de "se débrouiller" pour garantir aux deux éboueurs un complément d'argent pour combler la différence entre la somme d'argent collectée, en général inférieure à 1500 dh et le salaire dû.

, **Des contenaires non appropriés**

Les contenaires dans lesquels les ouvriers supervisés par l'amicale versent leur chargement en attendant le passage du camion posent plusieurs problèmes aussi.

, Ils sont découverts, ce qui cause des nuisances multiples (voir ci-dessus) aux ménages habitant à proximité, en plus des problèmes d'esthétique qu'il posent, étant situés sur les voies les plus fréquentées.

, Ils ont une contenance limitée et se remplissent donc rapidement. En plus, le camion passe une fois par jour, en général au milieu de la matinée, souvent avant que les ramasseurs de l'amicale n'aient fini leur travail journalier. La quantité d'ordures qu'ils ramassent reste dans les fûts jusqu'au lendemain. A cette quantité, il y a lieu d'ajouter ce que les ménages, se servant directement des fûts, y versent sans contrainte d'horaire. De ce fait, les fûts sont pleins en majorité pendant toute l'après-midi et la nuit et parfois débordant sur leurs côtés.

Les pratiques et les comportements des ménages

Les ménages interviennent dans la collecte des ordures essentiellement en tant que producteurs et en tant que premier acteur de la chaîne de collecte.

Ils sortent ou ne sortent pas leurs ordures à l'heure, les emballent bien ou les mettent dans des seaux dont le maniement pose problème . Il peuvent se servir de l'un des systèmes de collecte existant ou se débarrasser de leurs ordures par leurs propres moyens dans des endroits interdits.

Nous allons examiner successivement les pratiques de gestion des ordures ménagères à l'intérieur du foyer, de dépôt à l'extérieur et de paiement des éboueurs recrutés par l'amicale avant de poser le problème du comportement inadéquat qui consiste à jeter les ordures dans des endroits interdits.

, **Le rôle de la femme**

A la question "*Qui s'occupe des ordures ménagères dans le foyer*" ? la réponse quasi-unanime aussi bien chez les hommes que chez les femmes est que c'est aux femmes que revient cette tâche. Ce sont celles-ci qui font la cuisine donc, qui produisent les ordures. "*Elles les produisent, elles doivent s'en occuper*" comme le dit un interviewé de Zouagha Haut. Elles les mettent dans des seaux de peinture en général. Car selon elles, ce récipient

"a une couverture, il n'est ni trop grand ni trop petit, et personne ne sera tenté de le voler lorsqu'il est dehors" (femme de Zouagha Haut).

Elles s'occupent de les garder dans des endroits où elles sont le moins nuisibles. Des endroits qui varient selon la nature du logement (appartement ou maison) et de sa dimension. Mais le plus souvent

ils sont stockés dans les espaces de dégagement du logement (les couloirs), sur les terrasses, sous les escaliers...

Ce sont les femmes aussi qui le plus souvent les sortent au passage de l'éboueur ou du camion mais pas exclusivement. Cela peut être fait aussi par les enfants ou par les hommes.

"Au passage de l'éboueur celui qui se trouve là sort le seau. Cela peut être moi, un de mes enfants ou ma femme" (homme de Zouagha Bas)

Quant au paiement des éboueurs par les ménages qui se servent du système supervisé par l'amicale, à Zouagha, c'est aux femmes qu'il revient le plus souvent de le faire. Ce qui s'explique autant par le rôle de la femme dans la gestion du budget familial que par l'importance donnée par les femmes au dégagement des ordures ménagères qui les fait penser à payer plus que les hommes.

"Elle (sa femme) est capable de laisser les enfants sans rien manger pour payer l'éboueur" (homme, Zouagha Haut).

A Zouagha Bas, par contre, le paiement se fait plus souvent par les hommes que par les femmes. Ce que l'on peut expliquer en évoquant la nature plus traditionnelle de la structure sociale et la prédominance d'une division du travail sexuelle selon laquelle les femmes traitent avec les femmes et les hommes avec les hommes.

, Les ménages qui se débarrassent de leurs ordures dans des endroits interdits

Qui jette les ordures dans des endroits non appropriés ? Où ? Quand ? Et pourquoi ? Telles sont les questions que nous nous sommes posées afin de comprendre ce fléau qu'est la salissure de l'espace public par les déchets solides.

L'enquête limitée que nous avons menée ne nous permet pas d'apporter des réponses définitives et certaines à ces questions pour lesquelles, par ailleurs, il est difficile d'avoir des informations. Mais nous pouvons néanmoins donner quelques éléments de réponse utiles dans l'élaboration d'une stratégie de lutte contre ce comportement répréhensible qui consiste à jeter ses ordures en dehors des endroits qui leurs sont consacrés.

, Qui et pourquoi ?

A Zouagha Bas : plusieurs ménages interviewés ont reconnu jeter leurs ordures dans la décharge sauvage. Il n'y a pas de profil particulier de celui qui le fait. Ce sont des hommes autant que des femmes, des habitants de niveaux socio-économiques différents. Notons qu'ils sont plus locataires que propriétaires. La justification que les uns et les autres ont donné à cet acte clandestin est intéressante afin de concevoir d'une stratégie pour l'endiguer.

Deux justifications principales ressortent de leurs discours :

, L'irrégularité du service :

"Je ne peux pas garder les ordures à l'intérieur de mon petit appartement plus de deux jours. Si l'éboueur ne vient pas les ramasser le troisième jour je les jette dehors." (homme, Zouagha Bas)

, La condition du ménage:

"Je sors tôt le matin bien avant le passage de l'éboueur. J'amène mes ordures avec moi et les jette sur le chemin de mon travail dans un endroit où tout le monde jette (ses ordures)".

Un autre élément de justification non moins important peut être relevé à la fin de ce passage : l'imitation des autres et la légitimité que donne à un comportement répréhensible le nombre de ceux qui le commettent.

, **Quand ?**

Les personnes qui jettent leurs ordures dans des endroits interdits le font en général la nuit, mais aussi tôt le matin

, **Où ?**

Les points noirs se constituent le plus souvent dans des maisons restées inachevées après la décision d'arrêter la construction dans les deux quartiers. Mais ils peuvent se constituer aussi dans des terrains vagues sur des parcelles de terrain vides à l'abri des regards....

Plan d'Action

Le plan d'action présenté ci-dessous est le fruit du processus dont nous avons décrit les étapes plus haut qui a consisté autant à élaborer des connaissances qu'à mettre en perspective des liens de coopération et des habitudes de travail en commun entre les acteurs concernés. Ses différentes parties sont l'émanation des discussions collectives menées en atelier sur la base du diagnostic établi. Deux principes essentiels ont guidé les discussions qui ont présidé à son élaboration: la recherche de la participation de l'ensemble des acteurs engagés sur des actions concrètes, et la recherche de l'efficacité en visant des actions réalisables et donc aussi modestes que possible.

Le plan d'action arrêté s'attaque aux deux dimensions principales du problème, la défaillance des systèmes de collecte et le comportement inadéquat des acteurs, et s'articule pour cela autour de quatre axes :

- , l'amélioration de la gestion du système actuel de la collecte;
- , le renforcement des moyens de la collecte;
- , l'amélioration du comportement des acteurs;
- , le renforcement des structures de la société civile.

Notons que la mise en oeuvre de ce plan d'action est prévue pendant une année. Après cette durée, les acteurs concernés, ayant éprouvé l'efficacité et la pertinence de la démarche, devront maintenir cette dynamique mise en place pendant les travaux de lancement et consolidée sous la supervision du comité de suivi pendant l'année de mise en oeuvre.

Les actions qui constituent ce plan sont classées (selon des critères de faisabilité et de facilité de réalisation) comme suit² :

- projets dont la faisabilité peut être immédiate et qui ne nécessitent pas de moyens importants;
- projets importants mais nécessitant certains préalables (accords ou avis hors comité de suivi);
- projets demandant des moyens importants et/ou un travail de fond plus à long terme.

2

Cette classification est ultérieure aux ateliers, elle a été faite par les consultants de GreenCom et EHP pour le projet.

I. Amélioration de la gestion de la collecte

Objectif 1: Amélioration la gestion matérielle du parc

Actions	Tâches à réaliser
<p>Priorités Principales: -Entretien du matériel non roulant (contenaires, fûts, etc.)</p> <p>Priorités Secondaires: -Réforme du matériel roulant</p> <p>-Réaménagement du parc (fosse, atelier, mécanique, etc.)</p> <p>-Assurer la disponibilité des pièces de rechange</p> <p>-Assurer le suivi technique des véhicules par un responsable</p>	<p>-Evaluation du matériel à réformer -Décision de la réforme par le Conseil Municipal</p> <p>-Etude de restructuration et de réaménagement du parc -Estimation du coût du réaménagement</p> <p>- Décision par le Conseil Municipal - Formation auprès d'organismes locaux plus avancés en la matière -Mise en place du système</p>

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources humaines (conditions de travail)

Actions	Tâches à réaliser
<p>Priorités principales: Formation du personnel à la gestion de la collecte</p> <p>Priorités secondaires: -Revoir l'affectation du personnel de nettoyage -Vêtements de travail et de protection -Horaires de travail et roulement -Suivi médical et préventif -Soins médicaux -Revue de la fonction du contrôleur -Responsabilisation des employés (chauffeurs en particulier)</p>	<p>Ateliers, stages, découverte d'autres expériences</p>

Objectif 3: Améliorer la gestion du système

Actions	Tâches à réaliser
<p>Priorités principales:</p> <ul style="list-style-type: none">-Aménagement des points de transfert-Révision de l'emplacement des fûts et des contenaires <p>Priorités secondaires:</p> <ul style="list-style-type: none">-Etude du circuit de collecte (itinéraires, horaires, etc.)	

Objectif 4: Autres améliorations de l'environnement des deux quartiers

Actions	Tâches à réaliser
<p>Priorités principales:</p> <ul style="list-style-type: none">-Actions ponctuelles d'amélioration de l'environnement: campagnes de nettoyage, aménagement des "point noirs" en les affectant à d'autres fonctions (espaces verts, de jeux, etc.)	<ul style="list-style-type: none">-Choix des espaces à aménager-Précision de leur affectation-Proposition de leur aménagement-Rôles et tâches de chaque acteur à préciser-Moyens nécessaires

2. Renforcement des Moyens de la Collecte

Objectif 1: Achat des moyens matériels

Actions	Tâches à réaliser
<p>Priorités Principales:</p> <ul style="list-style-type: none">-Disposer de nouveaux contenaires répondant aux critères d'hygiène, de volume et d'ergonomie	<ul style="list-style-type: none">-Préciser les besoins de chaque quartier-Propositions d'autres types de contenaires (concours, propositions de techniciens)-Evaluation du coût-Préciser les contributions des acteurs-Délais
<ul style="list-style-type: none">-Acquisition de deux carrosses à quatre roues pour Zouagha Bas	<ul style="list-style-type: none">-Estimation du coût d'achat,-Modalités de gestion et de mise en oeuvre-Contribution de chaque acteur-Délai
<ul style="list-style-type: none">-Acquisition de quatre brouettes à deux seaux pour Zouagha Haut	<ul style="list-style-type: none">-Estimation du coût d'achat-Modalités de gestion et de mise en oeuvre-Contribution de chaque acteur-Délai

Objectif 2: Améliorer les ressources financières

Actions	Tâches à réaliser
Priorités Principales: -Organisation d'un atelier sur l'amélioration des recettes municipales	-Décider de l'opportunité de cet atelier, -Définir ses objectifs, -Définir les participants - Définir le rôle de chaque acteur -Définir la date et le lieu de sa tenue - Rendre disponibles les moyens organisationnels nécessaires

3. Amélioration Du Comportement Des Acteurs

Objectif 1: Information/sensibilisation

Actions	Tâches à réaliser
<p><u>Pour l'ensemble de la population</u></p> <p>Priorités Principales:</p> <ul style="list-style-type: none">-Journées de sensibilisation-Confection d'affiches informatives sur camions, conteneurs, points de transfert, etc..-Distribution d'affiches, de dépliants <p>Priorités secondaires:</p> <ul style="list-style-type: none">-Recrutement et formation d'un responsable de la communication <p><u>Pour les femmes</u></p> <p>Priorités principales:</p> <ul style="list-style-type: none">-Séances d'information dans un lieu approprié-Information par le porte à porte-Création d'un poste d'animatrice <p><u>Pour les jeunes</u></p> <p>Priorités secondaires:</p> <ul style="list-style-type: none">-Journées de sensibilisation au sein des écoles <p><u>Pour les hommes</u></p> <ul style="list-style-type: none">-Actions via les mosquées	<p>Préciser dates, moyens des acteurs</p>

4. Renforcement des Structures de la Société Civile

Objectif 1: La formation

Actions	Tâches à réaliser
Priorités Principales: <ul style="list-style-type: none">-Prendre connaissance d'autres expériences de projets associatifs-Formation des membres de l'amicale à la gestion des projets en communication-Formation au leadership et au contact avec la population	

Objectif 2: Renforcer les moyens des amicales

Actions	Tâches à réaliser
Priorités principales: <ul style="list-style-type: none">-Redéfinir le cadre juridique et institutionnel des amicales	

Suivi et Evaluation du Projet

Le projet pilote s'étale sur une période d'une année. Le suivi et l'évaluation qui accompagneront la mise en oeuvre du projet pendant cette période consisteront à mesurer l'avancement dans la réalisation de ses objectifs et à trouver les solutions aux problèmes et aux obstacles qui y feront obstacle au fur et à mesure qu'ils surgissent. Ce suivi et cette évaluation seront effectués par un comité restreint représentant l'ensemble des acteurs clés concernés.

L'atelier a arrêté sa composition et les modalités de son fonctionnement ainsi que les critères aussi bien quantitatifs que qualitatifs pour mesurer les changements sur le terrain au fur et à mesure de la mise en oeuvre du projet.

Composition et Fonctionnement du Comité de Suivi

Composition du comité de suivi

Le comité se compose de six personnes, comme suit :

Municipalité :

- 1 représentant du Conseil municipal,
- 1 représentant des techniciens

Autorités locales :

- Wilaya : 1 représentant
- Préfecture de Zouagha : 2 représentants

Amicales :

- 1 représentant de l'amicale de Zouagha Haut
- 1 représentant de l'amicale Zouagha Bas

USAID :

- 1 représentant et 1 consultante

Le comité peut s'adjoindre d'une manière intermittente, toute autre personne selon les besoins de son travail. Les représentants des différentes parties au comité doivent être désignés nominativement (responsabilité nominale).

Les modalités de fonctionnement

-Présidence : le comité est présidé par le président du conseil municipal ou son représentant

-**Périodicité des réunions** : les réunions sont mensuelles et se tiennent le premier vendredi de chaque mois.

-**Lieu des réunions** : la Municipalité

Au niveau de chaque projet, le comité devra procéder :

- à la répartition des tâches entre ses membres
- à la consignation de la contribution de chaque partenaire (durée de chaque intervention, moyens matériels, études techniques, moyens financiers, planning et délai de réalisation, etc.), par un PV.

Critères d'Evaluation

Les critères retenus par les ateliers pour évaluer l'avancement dans la réalisation des objectifs du projet sont de deux sortes : des critères quantitatifs et des critères qualitatifs. Ils ont été choisis pour permettre de mesurer l'évolution de la situation sur le terrain selon les objectifs du projet. C'est-à-dire l'amélioration de la situation de la collecte des ordures ménagères et de l'environnement en général d'une part, et le comportement des acteurs concernés à la fois chacun de son côté et dans leurs relations les uns avec les autres d'autre part. (Signalons que les critères présentés ici ne sont pas exclusifs. Les ateliers ont laissé au comité la latitude de les adapter et de les enrichir en fonction de l'évolution sur le terrain et de la hiérarchisation des actions dans le temps.)

Critères quantitatifs

- La quantité d'ordures dégagée des deux quartiers concernés par le projet;
- Le nombre et l'étendue des points noirs;
- La vitesse de reconstitution des points noirs une fois qu'ils ont été nettoyés;
- Quantité d'ordures dispersées dans les espaces publiques du quartier;
- Nombre de ménages couverts par le ramassage municipal;
- Nombre de jours où le ramassage n'est pas effectué pendant le mois;
- Régularité de l'horaire de passage des éboueurs.

Critères qualitatifs

- Evolution des relations entre la municipalité et les amicales;
 - Nomination à l'intérieur de la municipalité d'un responsable des relations avec les amicales
 - Facilité d'accès aux élus et techniciens municipaux
- Evolution des relations entre les autorités locales, au niveau de la zone et les amicales;

Réunions/contacts périodiques entre les autorités locales et les amicales
-Degré de participation de la femme aux initiatives et aux décisions concernant les ordures ménagères dans les deux quartiers
Représentation féminine dans le comité directeur des amicales
Consultation des femmes lors de la prise de décisions par les amicales ou la municipalité

Activité du comité de suivi

Au début du mois de décembre, deux mois après la fin des ateliers de lancement, le comité de suivi a tenu sa première réunion pendant laquelle il a arrêté sa composition et les modalités de son fonctionnement. Cette première réunion a aussi été l'occasion d'effectuer une hiérarchisation dans le plan d'action permettant d'en étaler la mise en oeuvre sur la durée du projet pilote. Cette hiérarchisation basée sur les critères de faisabilité a permis de retenir un ensemble d'actions comme prioritaires car faciles à réaliser et susceptibles d'avoir un impact important.

Après la réalisation d'une étude technico-financière de ces actions retenues, le comité les a entérinées selon le même esprit qui a prévalu dans la conduite des ateliers. Les réunions des mois de Janvier et Février ont donc été consacrées à la présentation et à l'adoption concertées par le comité de la première tranche du plan d'action.

Les actions retenues sont présentées dans les Annexes 3 et 4 pour Zouagha Bas et Zouagha Haut respectivement.

Eléments d'Evolution de la Situation Sur le Terrain Après les Ateliers

L'évolution de la situation de la collecte des ordures ménagère dans la zone concernée après la première étape du projet (celle du lancement) qui s'est terminée au mois de Septembre est marquée par la confirmation de la dynamique amorcée pendant le travail des ateliers au moins à deux niveaux. Au niveau de la coordination et du travail en commun entre les acteurs et au niveau du statut des amicales dans les deux quartiers. En effet, plusieurs actions ont été préparées et exécutées en totale coordination entre les amicales, les autorités locales, la Municipalité et la population. Les amicales, quant à elles, se sont affirmées dans les deux quartiers en tant que partenaires à part entière vis-à-vis des autorités locales, municipales et gouvernementales et aussi vis-à-vis de la population.

Aussi bien Zouagha Haut que Zouagha Bas, ont connu des campagnes de nettoyage pendant les trois derniers mois. Des campagnes qui ont été des moments forts de participation et de coordination entre les acteurs principaux de la collecte des ordures ménagères, les amicales, les habitants, les autorités locales et la Municipalité.

Zouagha Haut

Deux campagnes de nettoyage ont été organisées à Zouagha Haut pendant les trois derniers mois et une troisième a été préparée mais n'a pu être réalisée. La pluie qui est tombée de manière continue à partir du mois de Novembre a empêché de la mettre en oeuvre.

La première campagne

L'initiative de l'organisation de cette campagne, qui a concerné le seul quartier de Zouagha Haut correspondant à l'arrondissement électoral 34 et qui a duré trois jours, revient aux responsables de l'amicale. La Municipalité, une association culturelle (Association Ach-chouâla pour l'éducation et la culture) et les habitants y ont apporté leurs contributions.

La préparation s'est faite en collaboration avec l'Amicale, l'association Ach-Chouâla et deux représentants de Zouagha Haut au Conseil municipal. Les représentants de ces institutions ont tenu pour cela une réunion au siège de la Municipalité. L'information et la sensibilisation s'est faite essentiellement de bouche à oreille. Cependant trois banderoles annonçant la campagne ses organisateurs et sa date ont été dressées sur les voies principales du quartier.

Les moyens de travail ont été fournis par la Municipalité, pour ce qui est des gros engins (un camion et une chargeuse frontale [trax]), et par les habitants, en ce qui concerne les outils légers.

La présence d'animateurs expérimentés des deux sexes de l'association Ach-couâla a permis de sensibiliser un public large, notamment parmi les enfants et les femmes. En effet dès le premier jour, les enfants, s'attourant autour des participants à la campagne, ont bénéficié de séances de jeu et d'animation faites par les membres de l'association. Cela les a intégrés dans la dynamique de la campagne. L'information a par ce biais, circulé rapidement et la présence des habitants a été plus forte les deux jours suivants. La participation de huit étudiantes de la même association aux travaux a, quant à elle, attiré en particulier l'attention des femmes. Ce qui s'est manifesté, de leur part, par plusieurs formes de participation à la campagne. Ainsi, ont-elles offert le thé (et parfois des gâteaux) aux participants partout où ils passaient dans le quartier. Plusieurs femmes ont même participé directement au nettoyage. Cependant, cette participation s'est limitée exclusivement aux espaces limitrophes des logements des personnes concernées. La participation d'une bonne partie des hommes s'est limitée aussi aux espaces de proximité de leurs logements. Mais plusieurs parmi eux ont pris part à la campagne dans l'ensemble du quartier.

La deuxième campagne

L'initiative de cette deuxième campagne, qui a commencé à la fin du mois d'Octobre et a duré trois semaines, revient aussi à l'amicale qui a entrepris des démarches auprès des autorités locales (caïd) et de la Municipalité (représentant du quartier au conseil) et obtenu leur adhésion.

Les moyens de travail ont été fournis par la Municipalité et les autorités locales (caïd), en ce qui concerne la chargeuse frontale (traxe) et le camion utilisés, et par les habitants en ce qui concerne le matériel léger. Les autorités ont fourni aussi des brouettes, des râtaux, des pioches, etc. Les habitants quant à eux ont amené chacun les outils dont ils disposent : des pelles, des pioches...

Le travail a été assuré par les ouvriers de la promotion nationale (au nombre de sept) et par des volontaires parmi les habitants : 20 à 40 personnes par jour et jusqu'à 50 le dimanche, jour de repos hebdomadaire.

L'organisation du travail et son encadrement ont été assurés conjointement par l'Amicale dont les militants supervisaient le travail tout en y participant et par les autorités locales. Les mokaddams et le cheikh prenaient part aux travaux. Le caïd se rendait sur le lieu des travaux chaque jour.

La troisième campagne

Une troisième campagne a été préparée à l'initiative des autorités locales mais n'a pu avoir lieu car la pluie tombée de manière abondante et continue à partir du jour prévu pour son commencement a rendu le terrain impraticable pour un travail de nettoyage. Elle fait suite à la Lettre Royale envoyée au Ministre de l'Intérieur au sujet de la propreté des villes qui a créé un climat favorable à l'action portant sur le nettoyage et la collecte des ordures. L'idée était de débarrasser le quartier des points noirs et des dépôts sauvages d'ordures.

Les résultats

Le résultat le plus apparent de ces campagnes est qu'elles ont rendu le quartier propre et l'ont débarrassé des points noirs même si c'est pour une durée limitée. En effet, les points noirs se sont constitués à nouveau quoique plus lentement qu'auparavant.

Mais le résultat le plus important est la consolidation de la dynamique de travail en commun entre les acteurs, amorcée lors des ateliers. Les amicales, les autorités publiques et les élus se sont concertés, ont coordonné (en tenant plusieurs réunions ensemble) et ont mis ensemble leurs moyens matériels et non matériels dans des actions communes.

Ces campagnes ont eu aussi un effet positif de sensibilisation de la population puisque le mois qui a connu la première campagne a connu une augmentation significative du nombre de ménages payant les éboueurs supervisés par l'amicale.

Zouagha Bas

A Zouagha Bas aussi on a assisté au même processus même si son ampleur est moins importante qu'à Zouagha Haut. Zouagha Bas aussi a connu une campagne de nettoyage qui a mobilisé l'ensemble des acteurs : amicale, municipalité et autorités.

La campagne de nettoyage

Elle a eu lieu à l'initiative de l'autorité locales dans la foulée de la dynamique créée par la lettre royale concernant la propreté dans les villes. Le caïd a tenu dans son bureau une réunion à laquelle il a invité l'amicale, les élus et les responsables d'une association de sport active dans la zone. C'est pendant cette réunion que le principe et les modalités d'exécution de la campagnes ont été décidés.

Les moyens utilisés ont été fournis par les autorités (une chargeuse frontale (trax) mis à la disposition de la campagne par le Gouverneur) et par la Municipalité (2 camions en plus du petit matériel tels que brouettes, pelles, etc.). Ont pris part aux travaux des ouvriers de la promotion nationale fourni par l'autorité locale (au nombre de 5), des militants de l'amicale (6 personnes), le cheikh et les mokaddams.

Les résultats

En plus de la propreté et du dégagement des ordures rassemblées à plusieurs endroits du quartier, la campagne de nettoyage organisée à Zouagha Bas, comme celles de Zouagha Haut, constitue une continuation et une consolidation de la dynamique participative amorcée par le travail des ateliers. Elle est

marquée par la collaboration et la coordination entre l'ensemble des acteurs concernés par la collecte des ordures ménagères. L'amicale en sort aussi avec plus de légitimité à la fois auprès des autorités qui désormais manifestent la volonté et le souhait de coordonner leur action en ce qui concerne le nettoyage du quartier avec elle et auprès des habitants qui la voient à l'oeuvre concrètement.

Des changements de comportement semblent s'esquisser chez la population aussi . Pour en mesurer la juste ampleur, il faut s'informer davantage de ceux-ci. En effet, d'après les militants de l'amicale, plusieurs personnes ont commencé de leur propre chef à parler, à inviter les gens à ne pas jeter leurs ordures dans les espaces publics. Si ces comportements deviennent une tendance, on est autorisé à y voir l'effet de cette dynamique créée par le projet et continuée par la campagne de nettoyage.

**Les acquis relevés ci-dessus tels qu'ils se cristallisent sur le terrain restent fragiles.
Il faudra certainement les consolider.**

Annexes

Nom et prénom	Fonction et institution représentée
<p>Gazanay Safi Elomari Noureddine Ameur Mohamed Akaboune Abdelatif Dhissi Amina Lazaar Abdelhaq Chebbar Hassan Ouahghiri Elhassan Elkouche Mohamed Belmlih Abdallah Elhabib Dribi Sekdane Driss Badr Abdelali Mouhib Elahassan Roukbi Bouâzza</p>	<p>RADEEF RADEEF Député de Zouagha au Parlement Amicale Zouagha Haut Préfecture Zouagha My Yacoub Amicale de Zouagha Bas Technicien, Commune de Zouagha Chauffeur Benne Tasseuse Contrôleur Collecte Ordures Ménagères Préfecture Zouagha My Yacoub Conseiller Municipal, Commune de Zouagha Conseiller Municipal, Commune de Zouagha Conseiller Municipal, Commune de Zouagha, Président de l'Amicale du Quartier Mabrouka Conseiller Municipal et Vice-Président de l'Amicale du Quartier Wifaq</p>
<p>Elmstretadit Fouad Elkaabi Abderrahmane Lebbar M'hamed Berrrada Tahar Richard Edwards Addelali Raiss Med N'hamoucha Lakhlifi Btissam Lazaar Elmostafa Adib Ahmed Bouchareb Mohamed Farih Karima Hernandez Orlando Gharbi Larbi Hugues Jeff Bouziane Ahmed Wifak Ahmed</p>	<p>Trésorerie Association des Cadres et Techniciens, Wilaya Ingénieur Municipal, Commune Urbaine Conseiller municipal, Commune de Zouagha USAID (Rabat) USAID (Rabat) Médecin Municipal Ingénieur, Commune de Zouagha Ingénieur, Wilaya (Division de l'Urbanisme) Agence Urbaine et de Sauvegarde de Fès Président de l'Amicale de Zouagha Haut (chercheur) Membre Amicale de Zouagha Bas (ouvrier) Educatrice Chercheur en Communication Consultant (Urbaniste) Consultant (Ingénieur) Consultant (Sociologue) Premier Khalifa du Gouverneur de la Préfecture de Zouagha My Yacoub</p>
<p>Nidaï Driss Ier Haddad Mohamed Alami Mohamed Ben Dada Mohamed Grieser Mona Khannouss Abdelkader Gunni Mohamed Khouna Bouchta Abdesslam Ghizlani Idrissi Sbai Rachid Dabbetein Scott Hassala Khadija Dahbi Abderrahim Azizi Sellam</p>	<p>Vice-Président, Commune de Zouagha Conseiller Municipal, Commune de Zouagha Conseiller Municipal, Commune de Zouagha Président de l'Amicale de Zouagha Bas (commerçant) USAID/GreenCom Technicien Commune de Zouagha Technicien Commune de Zouagha Chercheur d'Université Amicale Zouagha Haut Khalifa (District Cherrarda) USAID (Tunisie) Professeur d'Université (traductrice) Division d'Urbanisme, Wilaya de Fès Ouvrier, Commune Zouagha</p>

**Plan du Quartier Préparé par les Membres de l'Amicale de Zouagha Haut Pendant
l'Atelier Montrant les Systèmes de Collecte Employés par les Ménages**

Annexe 1 Programme de l'Atelier

Objectif général:

Les participants prouveront qu'ils comprennent comment la concertation et la participation des intéressés peuvent améliorer la planification et la mise en place d'un système de collecte des déchets à Zouagha.

1ère PARTIE

Objectifs:

A la fin de la session de deux jours, les participants prouveront qu'ils comprennent:

- les chaînes (ou systèmes) de collecte des déchets solides qui existent dans la zone du projet ainsi que leurs forces et leurs faiblesses.
- les améliorations possibles à bas prix grâce auxquelles ces systèmes deviendront plus efficaces
- les connaissances qui manquent et qui exigent des recherches plus poussées
- comment concevoir, planifier et diriger une activité de recherche appliquée
- comment planifier et diriger un système de gestion de déchets solides
- comment inclure la participation de la société civile dans la planification et la mise en oeuvre du système

Produits: à la fin de la session les participants auront développé:

- un plan préliminaire pour améliorer les systèmes de déchets solides existants
- un plan préliminaire pour rechercher l'information manquante afin de pouvoir finaliser le plan.

1er jour

Heure	Programme/activité
8.00-8.30	Cérémonie d'ouverture et discours des invités d'honneur
8.30-9.00	Introduction et "brise-glace"
9.00-10.00	Description de GreenCOM et EHP
	Exercice des besoins de la recherche (jeu de la pièce)
	Description de la séparation de

	l'atelier en groupes de travail et emploi du temps
	Revue du matériel et des polycopiés de l'atelier
10.00-10.30	Attentes et définition des objectifs du groupe
10.30-10.45	PAUSE
10.45-11.00	Examen d'un problème en une séance de "remue-méninges" (exercice de photo en séance plénière)
11.00-12.00	Discussion en groupe sur les problèmes et les points forts du système actuel
	Dimension sociale des questions de déchets solides à Fès
	Dimension système des questions de déchets solides à Fès
	Dimension technologie des questions de déchets solides à Fès
12.00-1.00	Séance plénière. Les groupes présentent leurs résultats
1.00-2.00	DÉJEUNER
2.00-2.30	Les schémas de gestion des déchets solides et leurs implications sur les questions de sexe.
2.30-4.00	Les groupes identifient des améliorations alternatives à la chaîne des déchets solides selon leurs orientations particulières et

identifient les vides à combler
dans les connaissances

2ème jour
8.00-8.30

Mini-révision du premier jour

Exercice sur les besoins de
participation (jeu du logo)

9.00-9.30

Cadre pour combler les écarts
dans l'information
Implications techniques des
questions de la recherche

9.30-10.30

Travail en séance plénière sur une
des alternatives

10.30-1.00

PAUSE

11.00-12.30

Les groupes travaillent sur leur
portion des autres alternatives

12.30-1.00

Les groupes font leur rapport en
séance plénière

1.00-2.00

DÉJEUNER

2.00-4.00

La méthodologie et les instruments
sont affinés et développés

4.00-5.00

Logistique

Mini-évaluation de la deuxième journée

Mini-évaluation de la première journée

ATELIER 2ème PARTIE - COLLECTE DES DONNÉES, 4 à 6 JOURS

ATELIER 3ème PARTIE: RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET PLAN D'ACTION

Objectif: à la fin de cette session de deux jours les participants montreront qu'ils ont acquis les capacités d'analyse des données et de planification en:

- analysant les données recueillies sur le terrain
- finalisant le plan d'action d'une activité d'une année

Produits: un plan d'action finalisé qui comprend:

- les dimensions sociales et des contrats sociaux avec les intéressés
- un plan détaillé pour les fonds et les matériaux qui comprend l'analyse des sources de revenu existantes et des dépenses, des plans réalistes pour des ressources supplémentaires et des justifications
- le calendrier de l'exécution et des activités
- un plan d'éducation et de promotion

Annexe 2
Liste de Participants

Annexe 3
Fiches de Projets a Financer à Zouagha Bas

Annexe 4
Fiches de Projets a Financer à Zouagha Haut